

## Concrètement, où en est l'union des droites ?



L'épineuse question de l'union des droites est régulièrement mise à l'agenda du débat politique. Pour les partis de droite, RN, DLF et LR, compte tenu des plafonds de verres électoraux, l'enjeu serait de bâtir une alliance victorieuse des forces conservatrices et de l'électorat populaire.

Il convient tout d'abord, d'essayer de définir ce que signifie le fait d'être « de droite ». Le politologue Guillaume Bernard, a proposé dans son ouvrage *La guerre à droite aura bien lieu, le mouvement dextrogyre* (2016)<sup>1</sup>, de clarifier cette question cruciale. S'il est certain qu'historiquement, le critère du clivage gauche-droite n'a cessé d'être fluctuant<sup>2</sup>, pour Guillaume Bernard, ce clivage procède avant tout d'une vision du monde, qui renvoie à l'alternative doctrinale entre les Classiques, qui défendent l'idée aristotélicienne selon laquelle les corps sociaux sont inscrits dans un ordre cosmologique des choses, et les Modernes, qui adhèrent à l'idée du contractualisme social, selon laquelle les corps sociaux ne sont que le résultat d'un accord de volontés. Il existe ainsi, de façon systématique, un spectre gauche-droite pour chaque sujet politique, qu'il s'agisse de la nation (identitarisme contre multiculturalisme)<sup>3</sup>, des mœurs et de la bioéthique (conservatisme contre progressisme)<sup>4</sup>, ou de l'Europe (souverainisme contre fédéralisme).

Si le clivage est exact au plan doctrinal, il est en revanche inexact dans la structuration actuelle des partis politiques. Ainsi, pour Guillaume Bernard, le vrai clivage ne passe plus sur l'échiquier politique entre LR et le PS (en 2016, au moment où il écrit son livre), ou pourrait-on dire aujourd'hui entre LR et LREM (ce dernier couvrant un spectre allant du centre droit au centre gauche), mais plutôt de

<sup>1</sup> Guillaume BERNARD, *La guerre à droite aura bien lieu, le mouvement dextrogyre*, Broché, 2016.

<sup>2</sup> Au XIXe siècle, la distinction est basée sur le régime politique (monarchiste contre républicain) et sur le rôle de l'Eglise dans la société (catholique contre laïciste). Au XXe siècle, dans un contexte de tension Est-Ouest et de pression géopolitique de l'URSS, le libéralisme né à gauche au XIIIe et au XIXe siècle, glisse à droite du spectre politique. Le clivage s'articule entre régaliens et interventionnistes, sur la question de l'étendue du rôle économique et social de la puissance publique. A partir des années 1980, le clivage s'est fortement ému : ralliement de la gauche à l'économie de marché, entrée de plein pied de la France dans la globalisation, chute du régime soviétique, virages sociaux-libéraux des gouvernements occidentaux, etc. Depuis plusieurs décennies, la France a été gouvernée autour du principe d'un « centrisme implicite » (Philippe Raynaud). Le débat parlementaire s'articulait certes entre la gauche et la droite, mais au fond, une fois élu, compte tenu des contraintes économiques et budgétaires imposées par Bruxelles, une politique assez voisine était menée sur les grands équilibres, sans jamais sortir du « cercle de la raison » si cher à Alain Minc. L'alternance gauche-droite fonctionnait ainsi comme un essuie-glace : la nouvelle majorité commençant par détricoter, du moins en surface, ce qu'avait fait la précédente, pour finalement conduire de nouvelles politiques, dans la droite ligne de ce qu'avait fait, ou de ce qu'aurait fait la précédente.

<sup>3</sup> Quand les Français défendent l'idée d'une identité nationale qui devrait rester cohérente, ce qui suppose de limiter au maximum les flux migratoires, et d'obliger les migrants à s'assimiler culturellement, sous peine de ne pas être véritablement membres du corps social, c'est une idée classique qui est parfaitement exprimée.

<sup>4</sup> Dans la vision de classique, une famille est une institution qui existe dans un ordre donné (hétéronormatif), les individus qui veulent fonder une famille doivent se couler dans cet ordre, dans la vision moderne, toute rencontre de volonté, peu importe le sexe, peut donner existence à une famille.

manière sinueuse à l'intérieur des Républicains. En effet, l'appareil politique des Républicains serait clivé entre une aile droite et une aile centriste-libéral, qui serait déjà de gauche, le libéralisme étant philosophie contractualiste, donc authentiquement de gauche. Dans ces conditions, l'auberge espagnole que constituent les Républicains aurait vocation à implorer. Le cas échéant, les dextristes issus de ce parti, délestés de leurs « boulets » centristes, n'auraient plus d'autre choix par souci de cohérence doctrinal, que de s'allier au RN, dans le cadre d'une coalition partisane ou même d'un ralliement-fusion, permettant ainsi la recomposition politique espérée par l'auteur.

Cette recomposition serait d'ailleurs portée par un contexte idéologique favorable, avec la résurgence des idées de droite, qui colonisent un peu plus à chaque élection, le débat public. Les intellectuels de droite, ou antimodernes, on la cote sur les plateaux télévisés et dans les librairies (Eric Zemmour, Michel Houellebecq, Laurent Obertone, Michel Onfray, etc.). Les belles âmes tirent d'ailleurs régulièrement la sonnette d'alarme contre la « *lepénisation* »<sup>5</sup> ou la « *zemmourisation* »<sup>6</sup> des esprits. Depuis quelques années, les thématiques de l'identité nationale, de l'autorité, de la souveraineté, etc. sont constamment remises à l'agenda des élections. Cette droitisation du débat s'inscrit selon Guillaume Bernard dans le cadre de ce qu'il a proposé d'appeler le « *mouvement dextrogyre* »<sup>7</sup>

Cette mécanique de rapprochement de l'aile droite des Républicains et du RN permettrait ainsi l'avènement de cette fameuse union des droites, un peu sur le modèle du Programme commun pour l'union de la gauche, qui permit au PS (François Mitterrand), au PCF (Georges Marchais) et au Radicaux de gauche (Robert Fabre) de gagner, malgré leurs divergences, les élections présidentielles et législatives de 1981. Les acteurs de cette stratégie, outre leurs considérations tactiques et arrière-pensées politiciennes, avaient tous deux fait le constat de l'impossibilité de gagner, seul, l'élection suprême. Ce fut un processus lent et laborieux, car il fallut compter 9 années, entre 1972 et 1981, et moult tensions, pour réaliser cette combinaison gagnante.

Après les défaites de François Fillon et de Marine Le Pen aux présidentielles et aux législatives de 2017, une telle alliance à droite serait donc la clé pour remporter les élections. Selon un sondage BVA

---

<sup>5</sup> <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/030517/la-lepenisation-des-esprits-par-pierre-tevanian-et-sylvie-tissot>

<sup>6</sup> <https://esprit.presse.fr/article/jean-louis-schlegel/zemmourisation-des-esprits-40160>

<sup>7</sup> *La guerre à droite aura bien lieu, le mouvement dextrogyre*, Broché, 2016. Le débat politico-philosophique, depuis la Révolution française, se caractérisait par mouvement *sinistroyre*, théorisé par Albert Thibaudet, dans *Les idées politiques de la France* (1932). Selon la thèse du mouvement *sinistroyre* (du latin *sinister*, qui signifie gauche), les idées politiques apparues par la gauche du spectre politique ont, par leurs développements successifs, repoussé progressivement les idées nées antérieurement vers la droite du spectre. Par exemple, le Parti Radical, né à l'extrême gauche sous la IIIe République (jacobin et anticlérical), se retrouve aujourd'hui classé au centre, alors même qu'il défend toujours les mêmes idées, car entre temps, la surenchère politique n'a cessé de venir par la gauche, d'abord avec le développement des idées socialistes, puis celles du collectivisme, enfin par l'émergence du communisme (scission de la SFIO en 1920 et création du Parti Communiste), repoussant toujours plus le Parti Radical vers la droite du spectre. *Idem* pour le libéralisme, né au XVIIIe siècle à gauche avec les Lumières, passé au centre au XIXe à travers l'orléanisme, puis à droite au XXe dans le contexte de la Guerre Froide.

Or, avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique, la progression des idées venant de la gauche a connu un arrêt brutal. Le front du combat des idées s'est inversé avec le changement de contexte (passage de l'affrontement Est-Ouest à une mondialisation financière et culturelle incontrôlée). S'est mise en œuvre une impulsion inverse au sinistrisme. Ce qui est « à droite » sur le spectre politique redevient de plus en plus authentiquement « de droite » : les idées classiques (enracinement, conservatisme, subsidiarité) qui avaient été comme étouffées par le mouvement *sinistroyre*, regagnent du terrain tandis que les doctrines glissent à nouveau sur le spectre politique mais, désormais, de droite vers la gauche. Le centre de gravité du débat politique s'est déplacé à droite. Ce sont les idées de droite (transmission, enracinement, identité) qui sont à l'agenda du débat politique. Ce mouvement *dextrogyre* se manifeste par exemple à travers l'ascension électoral du frontisme, devenu un parti de masse, et la radicalisation d'une partie notable de la droite institutionnelle, en plein réarmement identitaire, et de plus en plus ferme sur la question valeurs (LMPT, François-Xavier Bellamy, etc.). Jean-Christophe Cambadélis reconnu, dans une perspective gramscienne, que le succès inattendu des Manif pour Tous a constitué une « défaite culturelle pour la gauche », qui semble avoir perdu le monopole des mouvements contestataires.

de juillet 2018, plus de 65% des Français se positionnant à droite déclaraient pouvoir voter pour une liste d'union aux européennes de 2019, rassemblant des candidats du RN, de DLF et des Républicains. La question d'une liste de rassemblement n'est plus à l'ordre du jour pour ces élections, mais cela étant, différents initiatives et prises de positions nous signalent que l'union des droites est une petite musique qui monte.

De nombreux intellectuels et personnalités politiques plaident ainsi pour une stratégie d'alliance : Eric Zemmour, Patrick Buisson, Guillaume Bernard, Paul-Marie Couteau, les époux Ménard, Jean-Frédéric Poisson, Julien Rochedy ou Nicolas Dhuicq. Pour d'autres intellectuelà *a contrario*, tels Alain de Benoist et Christophe Guilluy, l'idée d'une union des droites n'est qu'une vue de l'esprit, soutenue par des intellos qui fantasment sur l'existence d'un « *pays réel* » ou d'un peuple foncièrement conservateur. Pour ces défenseurs du populisme, à un clivage horizontal (droite-gauche) se serait substitué un clivage vertical (peuple-élite). Emmanuel Macron ayant réussi à réunifier les bourgeoisies de droite et de gauche, ces deux notions n'auraient aujourd'hui plus aucun sens. Le clivage opposerait donc plutôt, au niveau économique les patriciens aux plébéiens, et au niveau politique, les mondialistes aux nationaux. Cette ligne populiste est notamment portée par Marine Le Pen.

Sur le papier, les démonstrations philosophiques de Guillaume Bernard semblent implacables, mais concrètement, compte tenu des logiques partisans<sup>8</sup> et des divergences d'intérêts économiques entre les deux électorats des Républicains et du RN, dont les sociologies demeurent très contrastées, quelle chance aurait cette union des droites de pouvoir un jour se matérialiser ? L'hypothèse d'une union des droites serait-elle donc une arlésienne, un fantasme rassurant mais irréaliste, pour les intellectuels de la droite-hors-les-murs, ou serait-elle au contraire une hypothèse viable en terme électoral, et donc pour la droite de conviction, la clé d'une victoire politique tant attendue ?

Tout d'abord, il convient de rappeler qu'il y eut, dans l'histoire politique récente, des précédents qui plaident en faveur de l'union des droites. Cette coalition entre ces deux électorats serait à l'origine du succès du RPF en 1947 puis du triomphe du gaullisme en 1958. Plus récemment, l'attelage entre électorat conservateur et électorat populaire fut la clé de la victoire de Nicolas Sarkozy en 2007. Conseillé par l'historien et politologue Patrick Buisson, le candidat Sarkozy avait axé sa campagne sur des thématiques sensiblement poujadistes, identitaires et sécuritaires. Ses différentes propositions<sup>9</sup> détonnaient dans un paysage politique sclérosé par le centrisme et la pensée unique. Mais au-delà du programme, il est vrai, pas aussi radical qu'on a pu le dire, c'est surtout le style du candidat, et la tonalité de son discours qui ont fait mouche. Les électeurs issus des catégories populaires voyaient en Nicolas Sarkozy ce mâle alpha prêt à « *passer le karcher* » dans les cités pour « *débarrasser [les Français] de la racaille* », et les électeurs conservateurs voyaient en lui cet antimoderne qui voulait « *renverser l'héritage de Mai 68* » et « *rétablir l'autorité du prof* ». La gauche, patronne jusqu'alors des vertus citoyennes, fut horrifiée de se voir imposée ses nauséabondes thématiques. La ligne idéologique insufflée par Patrick Buisson, conjuguée à la tonalité disruptive du discours sarkozyste, permirent à la droite de réaliser en 2007 un score plus que convaincant dès le 1<sup>er</sup> tour avec 31,18%,

---

<sup>8</sup> Point principal d'achoppement à l'union des droites, que Guillaume Bernard soulève régulièrement.

<sup>9</sup> Suppression des droits de succession pour les petits et moyens patrimoines, exonération des charges sur les heures supplémentaires, instauration de peines planchers pour les délinquants multirécidivistes, volonté de limiter l'immigration.

et ce notamment grâce au siphonage de plus de 20% de l'électorat lepéniste. Alors que l'actualité<sup>10</sup> préélectorale corroborait un certain nombre de prévisions de Jean-Marie Le Pen, le FN qui avait réalisé 17,7% en 2002, s'est finalement retrouvé à 10,4% (-7,3 points).

Durant son quinquennat, malgré de timides initiatives, comme la création d'un *Ministère de l'intégration, de l'immigration et de l'identité nationale*, ou quelques déclarations évocatrices : le 13 décembre 2007 devant l'Archevêché de Paris, Nicolas Sarkozy évoquait le « *long manteau d'églises et de cathédrales qui recouvre notre pays* », le 20 décembre 2007 il récidivait durant le discours de Latran avec une sortie remarquée sur « *l'instituteur [qui] ne remplacera jamais le curé* », le Président Sarkozy n'a pour autant jamais réellement mis en adéquation son discours de campagne avec ses actes.

Président clivant et peinant à s'imposer face à une gauche ragillardie et un candidat du PS, François Hollande, qui le surclassait dans les sondages, Nicolas Sarkozy tentera de réactiver la ligne Buisson en 2012, en sortant le « *gros rouge qui tâche* »<sup>11</sup>. Jusqu'au bout, Nicolas Sarkozy aura fait du Buisson. Tous ces efforts rhétoriques ne lui auront cependant pas suffi pour se maintenir à l'Élysée. Les dérives bling-bling des débuts du quinquennat, l'image de président des riches, les piètres résultats en matière de sécurité et de pouvoir d'achat, et surtout, l'accélération des flux migratoires sous sa présidence, ont vite provoqué l'éloignement de l'électorat populaire qui avait été séduit en 2007. Beaucoup sont retournés dans le giron du FN, préférant l'original à la copie. Quoi qu'il en soit, la stratégie buissonnière de 2007 fut la clé de la victoire politique du sarkozysme.

Cette stratégie visant à coaliser l'électorat national-populaire et l'électorat bourgeois-conservateur est également à l'origine de la victoire des Brexiters en 2016, de l'élection de Trump de 2016 *via* ligne Steve Bannon, ou encore de l'élection de Sébastien Kurz en 2017, issu du centre-droit de l'ÖVP, et ayant réussi à rallier les nationalistes du FPÖ par le biais d'un accord de gouvernement. En Italie, la Lega de Matteo Salvini a su jeter des ponts avec le mouvement populaire des Fourches (assez semblable aux Gilets jaunes), qui remonte à 2013, tout comme avec le Mouvement 5 Etoiles, pour aboutir à l'accord de coalition de 2018.

En France, compte tenu des difficultés manifeste qu'ont les partis classés à droite pour élargir leur socle électoral afin de briser leur plafond de verre, *grosso modo* de 24% pour le RN et de 13% pour LR, et compte tenu des potentielles convergences idéologiques entre les électeurs respectifs de ces formations, la question de la réunification des deux blocs de droite revient régulièrement dans le débat. Il est vrai que la droite française, si elle existe, est aujourd'hui aux pieds du mur. Le 13 février 2019, dans l'émission *Zemmour & Naulleau*, Eric Zemmour, signalait à François-Xavier Bellamy la proximité des électeurs frontiste et de ceux issus de l'aile droite des Républicains sur la question migratoire. L'essayiste posait un dilemme : « *soit [la droite bourgeoise] choisit ses intérêts et va chez Macron, soit elle choisit ses convictions [patriotisme, enracinement, transmission] et doit se porter vers l'électorat populaire du RN* ».

---

<sup>10</sup> Appauvrissement des classes moyennes et populaires, émeutes de 2005, attentats islamiques, montée de l'islam dans les quartiers, etc.

<sup>11</sup> Prise de position contre le halal dans les cantines scolaires, contre les créneaux réservés aux femmes dans les piscines, contre refus de certaines musulmanes de se laisser soigner par des hommes dans les hôpitaux, contre les immigrés qui abusent du système. Il martèlera également : « *On ne peut pas accueillir qui que ce soit sur notre territoire sans avoir appris le français.* ». Sans parler des attaques contre les fraudeurs et les « *médias bienpensants* ». Laurent Joffrin révélera que l'expression « *gros rouge qui tâche* » était employé par l'équipe de campagne de Sarkozy, bien consciente de leur besoin crucial de labourer l'électorat lepéniste : [https://www.liberation.fr/france/2012/04/26/sarkozy-sort-le-gros-rouge-qui-tache\\_814549](https://www.liberation.fr/france/2012/04/26/sarkozy-sort-le-gros-rouge-qui-tache_814549)

On peut tenter à notre tour d'analyser quels arguments plaideraient en faveur de cette union des droites, et à l'inverse, en quoi cette union des droites apparaîtrait difficile, voire impossible à matérialiser. Tout d'abord, ou faut-il placer le curseur ? S'agit-il d'une union des appareils électoraux ou d'une coalition des classes sociales, donc des électorats ?

L'hypothèse d'une alliance tactique LR-RN semble à première vue peu crédible. On peine à imaginer un François Baroin et une Valérie Pécresse se taper dans le dos avec une Marine Le Pen et un Jordan Bardella. Ces personnes ont beau être classées à droite sur l'échiquier politique, elles n'ont strictement rien en commun. Mais simultanément, d'autres cadres issus de ces mêmes partis, semblent davantage ouverts au dialogue entre les droites, et font régulièrement acte de présence à différentes initiatives de rapprochement. Mais faut-il obligatoirement que cette union se fasse par les partis ? Est-ce qu'il ne s'agirait pas, plutôt que de coaliser des appareils politiques, d'allier des classes sociales, donc des électorats, traditionnellement inféodés aux partis LR et RN, et qui auraient pour point de convergence de s'identifier comme étant plus ou moins de droite, ou en tout cas d'en partager le socle de valeurs ? Que faire alors, des intérêts économiques divergents de ces différentes classes sociales ?

## **I – Le rapprochement idéologique des droites**

### **A) Au niveau des cadres LR-RN : une porosité idéologique de plus en plus marquée**

Du côté des militants et sympathisants, la porosité semble croissante entre le courant gaullou-souverainiste chez les Républicains, représenté par Laurent Wauquiez, et la droite populiste dédiabolisée de Marine Le Pen. Plusieurs initiatives spontanées, plus ou moins relayées dans les grands médias, lèvent le voile sur la proximité idéologique de certains cadres issus de ces deux partis.

#### **1) Les initiatives spontanées :**

On se rappelle d'une fameuse soirée de réveillon parisien en 2015, dont les photos avaient fuitées dans la presse. On y voyait plusieurs cadres des Jeunes Populaires (Pierre Gentillet, Maxime Duvauchelle...) festoyer joyeusement en compagnies de cadres du FNJ (Kelly Betesh, Jordan Bardella, etc.). Dès le lendemain, les états-majors des deux partis se sont précipités pour désavouer toute forme de rapprochement. Jean-Christophe Cambadélis, le patron du PS, a officiellement appelé Nicolas Sarkozy à « *condamner ce réveillon* ». Face à la polémique, Pierre Gentillet a répondu par un tweet ironique : « *La République a tremblé hier soir* ». Certes, il n'y avait là qu'une anecdote. Il est toutefois intéressant de noter que des jeunes militants républicains et frontistes semblaient pouvoir se fréquenter sans se boucher le nez, ce qui n'a en soit rien d'extraordinaire, sauf à observer que ces même jeunes républicains ont été politiquement éduqués dans le moule d'un grand parti de centre-droit ennemi du populisme, et semblaient malgré tout parfaitement indifférents à la notion de cordon sanitaire anti FN. Partant, cette petite sauterie signalait un décalage entre l'ancienne et la nouvelle génération.

Les 28 et 29 mai 2016 ont eu lieu les Rendez-vous de Béziers, à l'initiative de Robert Ménard, réunissant de nombreux intellectuels et représentants des diverses formations politiques de droite :

FN, LR représentés par Sens Commun, PCD, MPF, SIEL, avec pour objectif de réaliser l'union sacrée de toutes les droites. A l'issue de ce weekend, Robert Ménard a annoncé la création d'*Oz ta droite*, qui se voulait être un genre de « *Podemos de droite* », autrement dit un mouvement citoyen, souple, porté sur l'agit-propre, et destiné à faire émerger un panel de « *propositions de rupture* »<sup>12</sup> en vue des présidentielles de 2017. Cette idée a-t-elle porté des fruits ? L'initiative était audacieuse, mais sans lendemain. *Oz ta droite* n'a servi de laboratoire d'idées ni pour LR ni pour le FN en 2017. Les querelles d'ego et les égoïsmes partisans auront rapidement battu en brèche toute espérance d'union sacrée en vue des présidentielles. Par ailleurs, l'autogestion et les forums citoyens apparaissent toujours comme des idées très sympathiques sur le papier, mais force est d'admettre qu'à l'usage, les grands principes libertaires ne tiennent pas la route dès il s'agit d'organiser et de gagner des élections. Les mouvements citoyens spontanés, comme les *Indignados*, *Occupy Wall Street* et *Nuit Debout*, ont tous échoué sur la grève en raison de leur snobisme intellectuelle et de leurs querelles tribales, ou des formations présentées initialement comme des plateformes citoyennes à la structure horizontale et participative, à l'instar les Insoumis<sup>13</sup> et de LREM, ont fini par tomber, inexorablement, dans les ornières de l'autocratie, du culte du chef, du copinage et du sectarisme partisan.

Le mardi 27 mars 2018, à Angers, le cercle Anjou conférences, organisait une table ronde sur le thème « *L'union des droites est-elle possible et souhaitable ?* », réunissant Guillaume de Thieulloy, responsable du *Salon beige*, Guillaume Bernard, les députés Marie France Lorho (Ligue du Sud) et Emmanuelle Ménard, Robert Ménard, Pascal Gannat, vice-président du groupe FN-RBM au conseil régional des Pays de la Loire, Karim Ouchikh et Jean Frédéric Poisson. Tous les participants ont exprimé leur accord sur 5 axes<sup>14</sup> pour un programme commun d'union, suffisamment larges pour emporter l'adhésion du plus grand nombre. La question du respect de la vie et de la dignité humaine de la conception jusqu'à la mort naturelle<sup>15</sup> a été évoquée par Jean-Frédéric Poisson. Ce dernier a toutefois reconnu, avec lucidité, que ces mesures conservatrices pourraient refroidir certain et bloquer d'éventuelles possibilités d'alliances. En définitive, *l'Appel d'Angers* ne fut qu'un micro événement, qui a certes fait un petit buzz au sein de la réinfosphère, mais qu'aucuns grand média national, hormis *Valeurs Actuelles*, n'a pris la peine d'évoquer. Les cadres locaux des partis, eux, n'y ont répondu que par le dédain.

L'idée d'une union des droites creuse également son sillon en Gironde. Le *Collectif haut-girondin pour la France*, créé en mars 2018, tente d'échafauder un projet pour les prochaines municipales. Les points communs de leurs membres ? Ils viennent tous de l'UMP ou des Républicains, comme Edwige Diaz, conseillère régionale, aujourd'hui à la tête du RN en Gironde. "*Comme beaucoup de Français, j'ai été déçue par Sarkozy, explique-t-elle. J'ai voté pour lui, notamment pour l'idée de Karcher et le 'travailler plus pour gagner plus'. Finalement, c'était plein de désillusions. [...] En 2012, j'ai lu tous les*

---

<sup>12</sup> Ils ont notamment dégagé 50 propositions pour plus de liberté d'expression, de pluralisme politique, de liberté économique, pour une relance de la natalité, de fermeté à l'égard de l'immigration, etc.

<sup>13</sup> [https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/01/15/la-france-insoumise-des-cadres-critiquent-vertement-l-organisation-du-mouvement\\_5409254\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/01/15/la-france-insoumise-des-cadres-critiquent-vertement-l-organisation-du-mouvement_5409254_823448.html)

<sup>14</sup> La défense de notre culture, de notre identité, la restauration de l'autorité de l'État et le contrôle des frontières, l'affirmation de la souveraineté conçue comme un moyen et non une fin et de la puissance de la civilisation européenne dans le cadre d'une conception réaliste des relations internationales, la promotion des libertés, notamment économiques, des corps sociaux contre l'étatisme bureaucratique et fiscaliste par l'application du principe de subsidiarité, la préservation d'une conception traditionnelle en matière de bioéthique et de politique familiale afin de protéger la dignité de chaque personne.

<sup>15</sup> Ce qui suppose dont la restriction de la pratique de l'avortement ou l'interdiction de l'euthanasie.

*programmes des candidats. Celui de Marine Le Pen a été pour moi une évidence [...]»<sup>16</sup>. Jean-Jacques Edard, maire de Cavignac, divers-droite, exclu des Républicains, et membre de ce collectif, est plein d'espoir « *Je suis très optimiste pour que l'on puisse, peut-être, être l'étincelle, ceux qui auront allumé la mèche pour un mouvement national de plus grande ampleur [...] Pour le moment, on est un laboratoire [...], non pas un tsunami, mais un mascaret, qui puisse remonter, faire quelques éclaboussures en haut-lieu* ». Au fil des réunions, le collectif a défini un pré-programme d'union, avec en ligne de mire, les élections municipales de 2020.*

Enfin, le jeune Erik Tegner a tenté de se porter candidat en 2018 à la présidence des jeunes Républicains avec pour cheval de bataille, la volonté d'en finir avec l'oukase mitterrandien du cordon sanitaire, et l'ouverture d'un dialogue entre Les Républicains et le RN. Le 5 septembre 2018, sur une péniche parisienne, il a lancé sa campagne lors d'une soirée médiatisée, où se sont retrouvés Louis Aliot, Sébastien Chenu, Jean-Frédéric Poisson, Nicolas Dupont-Aignan, et quelques adjoints de maires issus des Républicains. Erik Tegner a déclaré durant cette soirée que son parti était face à un dilemme : « *on est à 15%, soit on s'allie avec Marine Le Pen, soit avec Macron.* ». Le jeune trublion s'est finalement vu éjecter du scrutin<sup>17</sup> pour la présidence des jeunes du mouvement. Son collectif *Racine d'Avenir*, lancé à cette occasion, s'est donné pour objectif de « *rassembler les droites par la jeunesse* ».

## **2) Des transfuges des Républicains accueillis à bras ouverts au RN :**

Différentes personnalités transfuges des Républicains ont franchis le rubicond en direction du RN. Certains se sont notamment vu offrir l'opportunité de figurer aujourd'hui sur la liste du RN pour les européennes.

Déjà, Sébastien Chenu, ancien membre des Républicains, avait rejoint le FN en 2014. Elu député dans du Nord, il est aujourd'hui porte-parole du RN. Jérôme Rivière, ancien député UMP des Alpes-Maritimes de 2002 à 2007, a rejoint le FN en 2015. Aujourd'hui conseiller régional PACA dans le groupe RN, il est 19<sup>e</sup> sur la liste pour les européennes. Thierry Mariani, fondateur de la Droite populaire<sup>18</sup>, ex ministre des transports et député LR des Français de l'étranger, a également fait sa mue frontiste et figure en 3<sup>e</sup> position sur la liste pour les européennes. Il espère jouer un jour le rôle d'entremetteur entre le RN et son ancien parti. Enfin, le magistrat Jean-Paul Garraud, député UMP de la Gironde de 2002 à 2012, s'est rapproché du RN en janvier 2019, et figure en 9<sup>e</sup> position sur la liste. Le clip de campagne<sup>19</sup> du RN pour les européennes fait d'ailleurs la part belle à ces ralliements provenant de la droite. S'il apparaît évident que certaines de ces personnalités, sont passées du « côté obscur » car leur carrière chez LR était bouchée, il convient toutefois de noter qu'ils ont migré spontanément aux RN, et pas dans une autre formation, ce qui prouve bien la proximité idéologique qui les reliait dès l'origine au parti populiste.

Autre preuve de cette proximité idéologique, et même pourrait-on dire de la « *zemmourisation* » des partis de droite, on apprend via *l'Express*<sup>20</sup>, qu'Éric Zemmour lui-même s'est vu proposer la tête de

<sup>16</sup> [https://www.francetvinfo.fr/politique/les-republicains/union-des-droites-comment-un-laboratoire-de-gironde-prepare-le-terrain-d-un-mouvement-national\\_2929349.html](https://www.francetvinfo.fr/politique/les-republicains/union-des-droites-comment-un-laboratoire-de-gironde-prepare-le-terrain-d-un-mouvement-national_2929349.html)

<sup>17</sup> 15 parrainages de responsables départementaux des jeunes, et 100 parrainage de jeunes

<sup>18</sup> Collectif parlementaire qui réunissait une quarantaine de députés UMP et qui prônait une plus grande fermeté sur les questions de sécurité et d'immigration.

<sup>19</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=DVN6C9XgHSg>

<sup>20</sup> [https://www.lexpress.fr/actualite/marine-le-pen-a-propose-a-eric-zemmour-la-tete-de-liste-rn-pour-les-europeennes\\_2077706.html](https://www.lexpress.fr/actualite/marine-le-pen-a-propose-a-eric-zemmour-la-tete-de-liste-rn-pour-les-europeennes_2077706.html)

liste pour le RN aux élections européennes<sup>21</sup>, poussé en ce sens par Sébastien Chenu. Eric Zemmour aurait également été courtisé par Nicolas Dupont-Aignan, qui lui aurait proposé une 3<sup>e</sup> place sur sa liste des Amoureux de la France, ce que le polémiste a décliné. De son côté, le souverainiste Paul-Marie Coûteaux a tenté d'opérer, sans succès, un rapprochement en vue du scrutin entre le journaliste et Marion Maréchal. Pour parfaire le tableau, on apprend aussi que Laurent Wauquiez susurre régulièrement des petits : « *vous êtes chez vous aux Républicains...* » à l'oreille du polémiste. Robert Ménard vient quant à lui d'annoncer dans une vidéo son soutien à la liste RN pour les européennes. Le Maire non encarté de Béziers relève notamment « *un progrès par rapport aux listes précédentes, car on s'achemine, même si ce n'est pas encore suffisant, vers cette union des droites pour laquelle nous nous battons mon épouse Emmanuelle Ménard et moi depuis des années* ».

### 3) La stratégie de cadres locaux du RN pour séduire les notables de droite :

Enfin, toujours dans le cadre de la campagne pour les européennes, certains cadres locaux frontistes, estampillé droite conservatrice, organisent des diners selectifs avec des notables de leur territoire pour les rallier au suffrage RN. Dernièrement, Agnès Marion et Isabelle Surply, conseillères régionales d'Auvergne-Rhône Alpes, ont organisé dans un restaurant lyonnais une soirée avec Thierry Mariani, rassemblant une soixantaine de notables au profil CSP+ et cadre sup, mobilisant pour ce faire le réseau professionnel du Cercle Saint Eloi. L'idée est de labourer chez un électorat au statut social élevé, peu ou pas habitué au vote RN, afin d'élargir le socle électoral de leur mouvement.

Ces quelques initiatives intéressantes, qui n'ont pour l'heure, pas encore totalement suffi à briser le cordon sanitaire, prouvent cependant bien la porosité idéologique et la convergence d'intérêts électoraux entre de nombreux cadres issus des différentes formations de droite.

## **B) Au niveau des sympathisants LR-RN : une potentielle convergence des valeurs**

Suite à l'enterrement spectaculaire de Johnny Hallyday en décembre 2017, où l'on a pu observer des cohortes innombrables de Français issues des catégories populaires rendre un dernier hommage à leur à leur idole, Patrick Buisson a commenté : « *L'équation est simple : faire converger la France de la Manif pour tous, une droite conservatrice, et la France de Johnny, une France populaire, [qui] vote Front national* »<sup>22</sup>. Cette partition buissonnière visant à coaliser entre la « *France périphérique* » de Christophe Guilluy, et la « *France bien élevée* »<sup>23</sup> de Gabrielle Cluzel, pourrait donc être à nouveau remise en musique lors d'une prochaine élection. Mais sur quelle base idéologique ? Le très libéral Alain Minc, l'inventeur du terme « *mondialisation heureuse* », a reconnu dans un entretien pour *Le Monde* en 2012, juste après le 2<sup>nd</sup> tour des présidentielles de 2012, que « *quand, au mois de janvier, M. Sarkozy fait la campagne que j'aime – sur le rattrapage de l'Allemagne, la compétitivité, la TVA sociale -, il ne gagne pas 1 point. Quand il fait la campagne buissonnière, il en gagne 5 à 6. Cela me désole, mais cela en dit long sur la France* ». Sur la France, et sur les électeurs !

<sup>21</sup> Finalement, le choix de Marine Le Pen s'est porté sur Jordan Bardella, l'un de ses jeunes lieutenants. Ainsi, elle garderait la main sur la campagne et sur la ligne politique de son mouvement. Marine Le Pen garde également un souvenir amer de la dernière fois qu'elle a confié une tête de liste à un intellectuel, avec Aymeric Chauprade, dont caractère trop indépendant ne s'accorde pas à l'exigence de la discipline de parti.

<sup>22</sup> <https://www.valeursactuelles.com/politique/video-selon-buisson-la-france-de-la-manif-pour-tous-et-la-france-de-johnny-doivent-converger-pour-faire-revenir-la-droite-au-pouvoir-91519>

<sup>23</sup> Gabrielle CLUZEL, *Méfiez-vous de la France bien élevée !*, Ediction Mordicus, 2013.



## 1) L'idée d'une alliance fait son chemin chez les électeurs des Républicains :

D'après une étude de Mars 2019, l'idée d'un rapprochement entre le RN et le parti de Laurent Wauquiez fait son chemin pour 47 % des sympathisants LR<sup>24</sup>. Seuls 15% d'entre eux considèrent que leur parti doit combattre le RN, et 28% qu'il doit refuser tout accord politique, ce qui met en lumière les fractures internes de ce parti. Cette majorité relative de 47% favorable avec des alliances avec le parti lepéniste est elle-même divisée en deux catégories : 34% préconisent des accords selon les circonstances, et 13% une alliance électorale globale. Ce n'est pas totalement nouveau. 49% des sympathisants de la droite de gouvernement étaient pour une alliance locale avec le FN quand il s'agissait de chasser la gauche d'une mairie. Un accord FN-RPR avait été passé pour prendre la ville en 1983 pour prendre la ville de Dreux. Il est donc probable qu'il faille attendre les municipales de 2020 pour observer de nouvelles velléités de coalition dextristes contre une majorité en place ou contre un nouveau candidat macronistes.

La progression relative de l'idée d'alliance chez les sympathisants LR semble pour l'analyse politique Jean-Yves Camus, être le résultat mécanique d'une réalité arithmétique. En effet, les 2 électorats RN et LR voient leurs difficultés respectives prendre le pouvoir seul. Cette donnée semble par ailleurs être en constante progression : ils étaient 38 % en 2017 et 43 % en 2018. Les sympathisants LR ne sont plus que 31 % à considérer Marine Le Pen comme une ambassadrice d'une "*extrême droite nationaliste et xénophobe*" (chiffre en baisse de 16 points). Chez les sympathisants LR donc, le cordon sanitaire s'effiloche.

Plus généralement, il apparaît que les Français dans leur ensemble rejettent de moins en moins le frontisme. Quelque 68 % des Français interrogés se disent en désaccord avec les idées portées par le RN. Ils étaient 70 % à y être farouchement opposés en 2018, et 86 % en 1999. Par ailleurs, seuls 55 % des Français interrogés estiment encore que le RN représente un danger pour la démocratie, alors qu'en 1997, ils étaient encore 75%, soit les  $\frac{3}{4}$  des Français. Au demeurant, un certain nombre d'opinions ou de mesures, traditionnellement défendues par le RN, trouvent un écho dans une part parfois importante de la population<sup>25</sup>.

## 2) L'identité comme point de convergence idéologique :

Comme le souligne Guillaume Bernard<sup>26</sup>, il semble de fait inapproprié de parler d'« union des droites ». En effet, au plan philosophique, il n'existe pas des droites, mais une droite<sup>27</sup>, bien qu'il existe par ailleurs des partis politiques classés à droite. Que l'on veuille tenter une alliance des différents partis politiques qui sont à droite semble être une idée, il est vrai, difficilement

---

<sup>24</sup> Baromètre annuel Kantar Sofres – One Point pour Franceinfo et Le Monde, publié le 12 mars 2019.

<sup>25</sup> Les Français apparaissent toujours préoccupés par l'ordre et la sécurité de leur pays avec des résultats très stables par rapport à l'année précédente : 74% des personnes interrogées estiment que les djihadistes français binationaux devraient être déchus de leur nationalité, 66% pensent qu'il faut rétablir le service militaire en France et qu'on ne défend pas assez les valeurs traditionnelles en France. Enfin, 64% des Français affirment que la justice n'est pas assez sévère avec les petits délinquants.

<sup>26</sup> Guillaume BERNARD, *La guerre à droite aura bien lieu, le mouvement dextrogyre*, Broché, 2016.

<sup>27</sup> Cette analyse invalide la classification de René Rémond avancé dans *Les Droites en France*<sup>27</sup> (1954), sur l'existence de trois droites : légitimiste, bonapartiste et orléaniste. Ainsi, la droite orléaniste, n'aurait jamais été fondamentalement de droite, où alors, si ce n'est qu'au prix de ses reniements doctrinaux. La droite orléaniste a tourné le dos à la philosophie classique pour épouser un libéralisme échevelé dont elle ne veut pas voir les conséquences ultimes. Elle n'a plus de pensée sur le lien social, ni sur la façon dont les sociétés s'instituent et se perpétuent. Raymond fait son analyse en 1954, en pleine Guerre froide où le libéralisme avait glissé à droite au moment de l'affrontement Est-Ouest. Le bonapartisme, lui n'aurait jamais été ni fondamentalement de droite, ni fondamentalement de gauche, c'est un mode de gouvernement autoritaire (de type républicain) et populiste. L'autoritarisme n'a pas de patrie idéologique. Attaché à la nation et à l'héritage, se pose néanmoins comme une force révolutionnaire. La droite légitimiste enfin, serait ainsi la seule et unique vraie droite dotée d'un corpus doctrinal cohérent et d'une vision de l'homme enracinée dans la philosophie classique.

envisageable. En revanche, que des personnalités, et surtout des électeurs, qui se répartissent pour des raisons subjectives et locales, dans les partis classés à droite, mais qui sont tous réellement de droite, au sens *guillaumebernardien* du terme, cela est une potentialité déjà plus intéressante. De nombreux points de convergences seraient à même de réunir les électeurs du « peuple de droite » (LR-RN). En effet, déjà, ces deux classes partageraient des opinions semblables sur les questions liées au régalién, à la justice, aux TPE-PME, et à la pression fiscale. Mais au-delà des questions matérialistes, toujours réversibles, car le rapport à l'Etat providence et à l'Union européenne les éloignent, la bourgeoisie conservatrice et la classe ouvrière blanche éprouveraient un commun attachement au patrimoine immatériel de la France, où à ce que Philippe de Villiers surnomme les « murs porteurs » de la civilisation. François Bousquet, dans *La Droite buissonnière* (2017)<sup>28</sup>, rappelle que la ligne Buisson « ne peut fonctionner que sur la base d'une adhésion commune à un même patrimoine immatériel, en aucun cas matériel, ce que la sociologie de ces deux familles – cols blanc versus cols bleus – interdirait d'emblée ». La question de l'immigration, de l'islam et de l'insécurité étant déjà prégnante depuis une quarantaine d'année chez les classes populaires<sup>29</sup>, et de plus en plus aujourd'hui chez les classes moyennes supérieures de droite. Ces dernières sont d'ailleurs, en tout cas chez ceux qui s'intéressent au débat d'idées, le lectorat privilégié d'Eric Zemmour, Patrick Buisson et Philippe de Villiers, dont les livres parus ces dernières années ont caracolé en tête des ventes, dans la catégorie essais politiques, dans toutes les librairies françaises.

Le point de convergence indiscutable de ces électorats, c'est bien l'immigration et l'islamisation, ces deux notions étant souvent, dans l'esprit des électeurs, enchâssées l'une dans l'autre. Un sondage d'août 2018<sup>30</sup> révèle que dans un contexte de crise migratoire, juste après l'affaire de l'Aquarius, si l'électorat frontiste est unanimement opposé à l'accueil des migrants (92%), l'électorat des Républicains s'y oppose également en masse (75%). Le politologue Jérôme Fourquet signale, à la suite de ce sondage, que si les repères du clivage gauche-droite sont souvent brouillés sur un certain nombre de thématiques, sur la question migratoire en revanche, on retrouve parfaitement la distinction gauche-droite. Dès que l'on parle d'islam ou d'accueil des migrants, le centre de gravité des électeurs est ultra polarisé, avec un pôle de droite anti-immigration constitué des électeurs RN-LR, et un pôle de gauche pro immigration, rassemblant les ¾ des socialistes, les 2/3 des Insoumis, et les 2/3 des macronistes.

La convergence idéologique des électeurs de droite est limpide sur l'immigration. Sur les questions sociétales en revanche, si les la bourgeoisie conservatrice a surinvesti ces thématiques (Alliance Vita, La Manif pour Tous, Sens Commun), les classes populaires de souche y sont relativement insensibles (voir chapitre suivant). D'où cette question cruciale : la posture « réac » sur les mœurs est-elle rédhitoire pour les classes populaires ?

**Conclusion** : Aux présidentielles de 2017, les segments les plus libéraux et les plus aisés de l'électorat filloniste se sont reportés, à hauteur de 48%, sur Emmanuel Macron au 2<sup>nd</sup> tour. En effet, le bloc constitué par les CSP+ et les professions intermédiaires est surreprésenté parmi le groupe des

<sup>28</sup> François BOUSQUET, *La Droite buissonnières*, Paris, Editions du Rocher, 2017.

<sup>29</sup> Entre 1984 et 1988, la part des ouvriers votant FN est passée de 8% à 19%. Depuis l'élection présidentielle de 1988, les ouvriers votent en moyenne davantage pour le FN que l'ensemble de l'électorat. Marine Le Pen a fait 39% chez les ouvriers en 2017.

<sup>30</sup> <https://www.atlantico.fr/decryptage/3482079/sondage-exclusif--apres-l-aquarius-toujours-54-des-francais-opposes-a-l-accueil-de-migrants-en-france-ifop-jerome-fourquet>

fillono-macroniste (36%), et sous représenté au sein du groupe fillono-lepeniste (14%), pour beaucoup issu de catégories plus modestes. Au final, 21% des électeurs fillonistes ont tout de même voté Le Pen, ce qui représente à peu près 1 514 000 voix, parmi eux, une part significative des classes moyennes conservatrice, chez qui la question des valeurs est primordiale, et la notion de clivage gauche-droite est encore bien ancrée. Le reste des voix filloniste s'est réparties entre le vote blanc et l'abstention.

Faisons de l'arithmétique pure. Si l'on additionne, en prenant la fourchette haute, et en mettant bien entendu de côté les difficultés pour réaliser cette alliance, les suffrages du RN (24%), des Amoureux de la France (3%) et des Républicains (13%), tels qu'exprimés dans les intentions de vote aux européennes, on tomberait environ à 40%, soit nettement plus que les 24,01% obtenus par Emmanuel Macron au 1<sup>er</sup> tour de 2017. Toute chose étant égale par ailleurs, l'analyse électorale, ce n'est pas que de l'arithmétique et de l'addition des suffrages, c'est aussi une question de dynamique. Un score aussi élevé dès le 1<sup>er</sup> tour, couplé à une bonne dynamique de campagne pourrait, de toute évidence, forcer un déblocage psychologique chez un électorat de droite plus modéré, permettant de recueillir une majorité absolue. Pour rappel, en 2017, Emmanuel Macron a su mobiliser les électeurs par son talent oratoire, son aptitude à surfer sur la vague de déagisme et sa capacité *via* un discours rassembleur à fédérer ses électorats divers<sup>31</sup>. Il a en outre su faire vibrer de nouveau la corde éculée du « front républicain » durant l'entre deux tour. La situation exigerait donc que le RN change sa stratégie et tende la main aux éléments droitiers de LR et que ceux-ci, libérés par le départ de leurs collègues centristes, acceptent de franchir la ligne rouge du politiquement correct et se rapprochent du RN.

Par ailleurs, c'est aussi par grâce à son charisme personnel que le leader d'En Marche! a pu réaliser la grande coalition de la droite libérale et de la gauche sociale-libérale, le tout sans s'inféoder à un quelconque parti politique. Le macronisme tient principalement au leadership d'Emmanuel Macron. Les autres porte-voix du mouvement, comme la sémillante Nathalie Loiseau, tête de liste aux européennes, ou le transparent Stanislas Guerini, délégué général de LREM, seraient bien incapables de porter, sans l'appui de leur chef, la voix du macronisme. L'exemple de l'ascension d'Emmanuel Macron est éloquent, et nous fait remarquer qu'outre les points de convergence idéologiques, l'apparition d'un leader crédible et hors parti, d'un « Macron de droite » en quelque sorte, pourrait être la condition *sine qua non* de l'union des droites.

Ceci étant, tabler sur une alliance des cadres et électorats RN-LR en s'appuyant sur le fait qu'ils organisent des tables rondes pour parler d'union, qu'ils partagent la notion abstraite de « patrimoine immatériel » et qu'ils sont contre les djellabas et les kebabs dans leur quartier, c'est faire peu de cas de la force d'inertie propre aux formations politiques. C'est oublier également à quel point les intérêts économiques entre ces électorats peuvent diverger, ou encore qu'un large fossé culturel continue de les désunir.

---

<sup>31</sup> Le vote Macron est constitué de l'agrégation de différents apports. Il y a certes en premier lieu le vote des villes intégrées dans la mondialisation, mais on y décèle également la dote de François Bayrou avec son implantation dans les Pyrénées-Atlantiques et certains départements du Grand ouest et du sud du Massif Central. A cette assise, qui correspond en partie aux restes du vote démocrate-chrétien, s'arriment des terroirs socialistes comme le Lot, le sud de l'Aveyron, la Corrèze hollando-chiracienne ou bien encore le Puy-de-Dôme ou la Haute-Vienne, ainsi que la Bretagne où le soutien des centristes et de toutes une partie du PS (dont le très populaire Jean-Yves Le Drian) aboutit à une domination sans partage de Macron.

## II – Droite libérale et droite populiste : Egoïsmes partisans et disparités socio-économiques

### A) Au niveau des cadres LR-RN : l'union des droites au point mort

Pour l'heure, aux yeux des caciques du RN et des Républicains, l'idée d'une union stratégique entre forces partisans n'est pas à l'ordre du jour.

#### 1) La prévalence des logiques d'appareils :

Si tant est que le peuple de droite aspire se rassembler, cela passera difficilement par les partis politiques, tant l'atavisme et la force d'inertie des partis sont grands. Les cadres sont pris dans la prégnance du parti et dans sa capacité à faire des élus par l'étiquette qu'il fournit. La plupart sont en effet incapable de se faire élire sur leur propre nom. Ainsi, chez les professionnels de la politique, l'intérêt partisan se confond souvent avec l'intérêt personnel. De plus, les partis fonctionnent grâce à des permanents (secrétaire administratifs, comptables, juristes, consultants, graphistes, communicants, etc.) à qui il verse des salaires. En bref, les partis ont donc besoin, pour conserver leur rente de situation, de s'autoreproduire, et pour cela, de maintenir des lignes de clivages, parfois artificielles, afin de garder la main sur leurs parts de marché électorales. En outre, les grands partis de gouvernement sont difficilement capables de concevoir un renouveau doctrinal, et de dépasser l'idéologie du « *centrisme implicite* » (Philippe Reynaud) qui est la leur depuis plusieurs décennies déjà. Le personnel politique n'a souvent pas de formation philosophique et historique suffisante.

Et quand bien même cela se ferait, un mariage heureux serait-il possible ? Cette union aurait un coût. Qu'il s'agisse d'un regroupement-fusion ou bien d'une alliance tactique façon Union de la gauche, on se rappelle que cette dernière a traversé des phases de tension aigües avant de conquérir le pouvoir en 1981. A l'époque, le PC disait « *l'union est un combat* », et Georges Marchais, en vacances en Corse, ordonnait à Liliane de « *faire les valises* » pour retourner à Paris fissa régler ses comptes avec un Mitterrand qui ne se conformait pas aux clauses de l'union<sup>32</sup>.

#### 2) Une fin de non-recevoir pour Laurent Wauquiez :

Depuis 2017, l'actuel patron des Républicains a fait le choix d'infléchir la ligne de son parti vers des thématiques plus régaliennes, sociales et identitaires, en bref, de mettre le coup de barre à droite pour imprimer sa marque, avec l'objectif assumé de siphonner l'électorat frontiste, sur le modèle de la ligne Buisson de 2007. Guillaume Peltier, l'un de ses principaux lieutenants a donné le ton de la nouvelle ligne des Républicains en janvier 2019 "*notre valeur cardinale, c'est aussi et surtout le travail et la défense des classes moyennes. Pour redevenir majoritaire et populaire, la*

---

<sup>32</sup> Refus e 1980 de la part de Mitterrand s'engager sur l'existence d'une défense nationale indépendante.

*droite doit être forte sur les questions régaliennes et juste sur les questions économiques et sociales*<sup>33</sup>

Mais il ne faut pas oublier que Laurent Wauquiez est à la tête d'un parti composite, au sein duquel il doit ménager la chèvre et le chou. La ligne de fracture est de plus en plus visible chez les Républicains entre l'aile gaullo-souverainiste, incarnée par Eric Ciotti, Julien Aubert, Guillaume Peltier, Nadine Morano, et dans une certaine mesure par Bruno Retailleau, et une aile centriste-libérale qui lui taille des croupières. Beaucoup de membres des Républicains ont déjà cédé aux sirènes du macronisme qui préempte la sensibilité orléaniste de la droite, à l'instar d'Edouard Philippe, Gérald Darmanin, et Bruno Le Maire, ou des ex Républicains du groupe des dits « constructifs » *Agir*, comme Franck Riester, Thierry Solère et Frédéric Lefebvre. Des historiques de la droite de gouvernement comme Alain Juppé ou Jean-Pierre Raffarin se déclarent aujourd'hui ouvertement Macron-compatibles, ce dernier étant même présent aux meetings de campagne de Nathalie Loiseau, la candidate de LREM. Restés au parti, les présidents de région comme Valérie Pécresse (Île-de-France) et Christian Estrosi (PACA) jouent leurs propres partitions, quitte à saper l'autorité de Wauquiez en multipliant les désaveux de la ligne qu'il porte. Aussi, délicate est la situation de l'actuel patron des Républicains, comprimé à sa droite par DLF et le RN, et à sa gauche par l'UDI, LREM et le Modem, son espace politique se rétrécit dangereusement. Conscient qu'il risquerait de s'aliéner définitivement les derniers tenants du courant centriste historique chez LR, Laurent Wauquiez a bien rappelé, à plusieurs reprises, qu'il n'y aurait jamais d'alliances avec le RN. Ce qui rend sa stratégie illisible. Il lâche des coups violents sur l'exécutif et « chasse sur les terres du FN » d'un côté pour montrer qu'il est le patron, mais rappelle systématiquement que jamais, ô grand jamais il ne fera d'alliance avec la famille Le Pen, pour ne pas prendre le risque de froisser Valérie Pécresse. En définitive, Laurent Wauquiez refuse de briser le cordon sanitaire, et ferme la porte à toute éventualité d'alliance. Après la publication du baromètre annuel Kantar Sofres-One<sup>34</sup> de mars 2019, qui révélait que près d'un sympathisant LR sur deux souhaitait faire alliance avec le RN, Laurence Sailliet, porte-parole des Républicains, a tenu à recadrer les choses "*Nous sommes très clairs sur le sujet. Nous le répétons chaque mois, chaque semaine. S'il le faut, nous le répéterons chaque jour. Laurent Wauquiez s'est expliqué à plusieurs reprises : il n'y aura jamais d'alliance avec le Rassemblement national*"<sup>35</sup>.

### **3) Aux européennes de 2019 : Bellamy de Versailles contre Bardella du 9-3 :**

Sans surprise, la droite part en ordre dispersé aux élections européennes de 2019. Le profil et les déclarations des candidats têtes de liste LR et RN réactive les divisions sociologiques et doctrinales entre ces formations et leurs électeurs.

**Les ambiguïtés du candidat des Républicains :** Pour conduire la liste, Laurent Wauquiez a choisi le philosophe essayiste François-Xavier Bellamy, agrégé de philosophie, adjoint à la mairie de Versailles, catholique affirmé, et figure idolâtrée par la frange Sens Commun des Républicains. Le choix de Bellamy semble procéder d'une volonté, de la part de Laurent Wauquiez, de se replier sur le noyau dur classes moyennes de droite/bourgeoisie conservatrice, de son électorat, bien que les très centristes et très libéraux Arnaud Danjean et Agnès Evren arrivent juste après François-Xavier

---

<sup>34</sup> Baromètre annuel Kantar Sofres – One Point pour Franceinfo et Le Monde, publié le 12 mars 2019.

<sup>35</sup> Déclaration au JDD, 26 janvier 2019.

Bellamy sur sa liste. Pour cette campagne très politique, Laurent Wauquiez et François-Xavier Bellamy ont fait le choix d'un discours décomplexé. L'espace étant saturé au centre (UDI, LREM) avec des mouvements et personnalités promoteur de la société ouverte, ils mettent donc l'accent sur la crise migratoire dans l'UE, sur le refus de l'élargissement aux Balkans, notamment à l'Albanie, sur les abus du libre-échange et sur la souveraineté des Etats-nations. Laurent Wauquiez n'hésite pas d'ailleurs, pour faire bonne mesure, à mettre en avant son amitié avec l'ultra conservateur 1<sup>er</sup> Ministre hongrois Viktor Orban.

Ce choix de Bellamy ne fait pas l'unanimité. Si ce candidat tête de liste a été fortement soutenu par Bruno Retailleau, Eric Ciotti et Brice Hortefeux, les centristes pros européens tels Gérard Larcher, Rachida Dati, Valérie Pécresse, ont émis des réserves. D'autres comme François Baroin et Christian Estrosi ne s'y sont ralliés que récemment et à contre cœur. Même si tous les barons des Républicains serrent aujourd'hui les rangs derrière le candidat de leur famille politique, on constate une fois de plus, s'il en était besoin, la ligne de faille qui sépare LR entre son aile dextriste et son aile centriste. Le fameux « *effet Bellamy* »<sup>36</sup>, qui a vu le candidat de la droite et du centre passer de 12 à 12,5% entre février et mai 2019, n'a pas eu l'effet escompté, bien qu'il faille reconnaître que François-Xavier Bellamy a su imposer des thèmes durant cette campagne, et devenir le troisième homme. La liste bute sur un plafond entre 12 et 13%. On est loin des 21% recueillis par l'UMP aux européennes de 2014, qui était déjà vu comme une claquette à ce moment-là.

Edouard Philippe accuse aujourd'hui Laurent Wauquiez de vouloir recréer, avec François-Xavier Bellamy, une « *droite Trocadero* »<sup>37</sup>, c'est-à-dire tournée, par son discours conservateur, spécifiquement vers le bourgeois en l'ode. L'intéressé répond, cinglant, à son ex collègue des Républicains devenu 1<sup>er</sup> Ministre d'Emmanuel Macron, que cela vaut mieux qu'une « *droite Solférino [...] soutenue par François Bayrou et Daniel Cohn-Bendit [et qui] prend 8 milliards d'€ sur le dos des retraités* »<sup>38</sup>. La ligne idéologique choisie par Wauquiez s'explique notamment avec le dernier sondage EuroTrack<sup>39</sup> du 3 mai 2019, qui révèle que Les Républicains ne parviennent pas, pour l'instant, qu'à récupérer une somme infinitésimale des électeurs fillono-macronistes<sup>40</sup> de 2017. En effet, les centristes libéraux ont trouvé avec LREM une offre qui répond à leur aspiration d'ouvertures, et ne ressentent pour l'instant pas le besoin de retourner dans le giron des Républicains. Ce sondage prouverait donc l'existence d'un espace politique réel pour la classe moyenne de droite, et donc pour l'offre politique libérale modérée-conservatrice Fillon-Bellamy, ce qui validerait ainsi l'hypothèse d'une « *quadrature des classes* »<sup>41</sup> formulée par le politologue Thibault Muzergue. Pour les unionistes, il serait encourageant de savoir qu'il existerait un socle de 10% de conservateurs chimiquement purs, avec lesquels il serait possible de dialoguer, et qui seraient susceptibles un jour d'admettre une coalition avec le RN. Ce sondage révèle également l'impossibilité catégorique pour Les Républicains de redevenir une force d'alternance face au

---

<sup>36</sup> <https://www.lci.fr/elections/europeennes-bardella-loiseau-bellamy-quel-candidat-a-le-mieux-reussi-sa-campagne-2121774.html>

<sup>37</sup> En référence au meeting tenu par l'équipe de campagne de François Fillon en 2017 ou toute la bonne bourgeoisie de droite s'était mobilisée en masse, avec le soutien logistique de Sens Commun.

<sup>38</sup> <http://www.leparisien.fr/elections/europeennes/europeennes-le-vote-utile-c-est-la-liste-lr-affirme-laurent-wauquiez-14-05-2019-8072073.php>

<sup>39</sup> Sondage Baromètre EuroTrack OpinionWay-Tilder pour « Les Echos » du 3 mai 2019

<sup>40</sup> Fillono-macronistes de 2017 : vote Fillon au 1<sup>er</sup> tour et Macron au 2<sup>nd</sup> tour

<sup>41</sup> *La quadrature des classes*, Thibault MUZERGUE, Ed. Le bord de l'eau, 2018.

macronisme, dans une élection nationale, faute de pouvoir élargir leur socle à eux tout seuls. Ce qui les obligerait obligeant, *de facto*, à faire alliance.

Cette candidature de François-Xavier Bellamy, un philosophe qui fait l'éloge de l'enracinement, des racines chrétiennes et de l'éducation scolaire à l'ancienne, a suscité un vif espoir chez les unionistes. On avait enfin un candidat au profil original, et non un apparatchik, donc *a priori* plus disposé à dialoguer en dehors des logiques partisanes. Le 29 novembre 2018, dans une vidéo diffusée par BFM TV, tablant sur les convictions sincères et le profil désintéressé de François-Xavier Bellamy, Marion Maréchal avait évoqué l'éventualité d'une possible alliance. Cet espoir a été rapidement douché. Le 28 février 2019, lors d'une rencontre avec l'association des journalistes Europresse, interrogé sur sa vision de l'Europe, François-Xavier Bellamy, s'est déclaré « *plutôt Junker qu'Orban* », ajoutant qu' « *il n'y a pas d'Europe sans le fait d'exercer en commun des éléments de souveraineté [...] Ce qui est certain, c'est qu'entre Macron et la vision de Marine Le Pen, je serais clairement plutôt du côté de Macron* »<sup>42</sup>. Suite à la polémique, les justifications alambiquées du candidat Bellamy n'ont pas suffi à rattraper le coup.

Ces ambiguïtés à répétition rendent la stratégie des Républicains et de Laurent Wauquiez proprement illisible. En outre, le bilan<sup>43</sup> très europhile, pro immigration et LGBT-friendly des eurodéputés LR sorant, membres du Parti Populaire Européen (PPE), ne concorde pas vraiment avec le discours eurosceptique, identitaire et conservateur que la droite de François-Xavier Bellamy tente d'adopter en cette période de campagne électorale.

**Le statut quo du Rassemblement National** : Côté RN, la tête de liste est Jordan Bardella, un jeune homme de 23 ans, originaire de Seine-Saint-Denis. Le jeune candidat évoque souvent son enfance de petit blanc minoritaire dans un quartier islamisé, ses amies forcées de porter le voile, et sa mère qui l'a élevé seule et qui peinait à joindre les deux bouts. Son parcours est représentatif de cette France des oubliés. Mariniste de la première heure, sa candidature a été plutôt bien accueillie chez les caciques du RN. Le jeune loup se révèle d'ailleurs plutôt à l'aise dans les meetings et les débats

---

<sup>42</sup> De fait, il semble complexe de trouver de vraies différences dans les programmes des listes LR et LREM sur des sujets fondamentaux : refus de sortir de l'espace Schengen, volonté de traiter les demandes d'asile en commun avec les pays membres, refus de retirer à la Commission européenne le pouvoir de négocier des accords de libre-échange, ni renoncer au droit de véto en matière d'harmonisation des fiscalités.

<sup>43</sup> Entre 2014 et 2018, les eurodéputés LR ont voté systématiquement dans le sens contraire de l'orientation idéologique affichée par Laurent Wauquiez et François-Xavier Bellamy :

-*Rapport d'initiative Ferrara* (2015) : concernant la reconnaissance, au niveau européen, du mariage gay, et l'enseignement de la doctrine LGBT dans les programmes scolaires.

-*Rapport Rodrigues* (2015) : sur l'enseignement de la théorie du genre à l'école.

-*Rapport Delvaux* (2017) : qui recommande à la Commission européenne la création d'une personnalité juridique de « personnes électroniques » pour robots autonomes. 15 députés du PPE proposent un amendement pour supprimer cette disposition transhumaniste, que ne votent même pas les eurodéputés LR.

-*Rapport Urtasun* (2017) : qui veut supprimer l'objection de conscience pour les soignants, 70% des députés du PPE votent contre mais ceux issus de LR votent pour.

-Pacte de Marrakech (avril 2018) : tous les eurodéputés LR, à l'exception de Nadine Morano, votent la proposition de résolution.

-Protection du budget de l'Union en cas de défaillance généralisée de l'état de droit dans un État membre (17 janvier 2019) : les eurodéputés PPE, dont les élus LR, votent avec les libéraux et les socialistes pour amplifier de pouvoir pour la commission européenne, qui pourra, si ces nouveaux pouvoir sont approuvés par le Conseil, suspendre le versement des fonds européens (fond de cohésion, PAC) à tout pays dont elle jugera, à l'aune de critères arbitraires, qu'il ne respecte pas l'Etat de droit et les « *valeurs européennes* ».

-Texte « *Citoyens, égalité, droits et valeurs* » (17 avril 2019) : l'ensemble du PPE à l'exception des hongrois du Fidesz votaient avec les socialistes et les libéraux un texte, pour lutter contre les discriminations réels ou imaginaires contre les LGBTQI et les musulmans.

télévisés : immigration, préférence nationale, acquis sociaux et accent mis sur l'écologie<sup>44</sup>, le discours est clair, posé, il fait le job. Les sondages donnent la liste RN en tête au coude à coude avec la liste LREM. Ce qui valide à la fois la grille de lecture de Jérôme Fourquet<sup>45</sup> sur la fin de l'alternance centre gauche-centre droite et l'apparition d'un nouveau clivage qui verrait s'affronter les nationaux-populistes contre les partis promoteurs de la société ouverte, mais aussi la pertinence de l'analyse de Thibault Muzergue sur la quadrature des classes, car en effet les offres politiques libérale modérées-conservatrices (12,5% pour LR) et populistes de gauche (8,6% pour les Insoumis, en chute notamment à cause de la candidature écologiste à 7,8% de Yannick Jadot) démontrant bien l'enracinement du quadripartisme.

Mais outre le fait que le RN a accueilli sur sa liste en place éligible des transfuges de LR, rien pour l'instant ne laisse présager une possible alliance, dans un futur proche, avec LR. D'autant que la culture légitimiste, autrement dit lepéniste, du RN, et l'opacité qui règne en son sein, n'aide pas. Le RN a toujours été un parti contestataire, certes avec des cadres de plus en plus professionnalisés, et des bilans tout à fait corrects dans la gestion de ses Mairies depuis 2014, mais qui n'a pas (encore) cette culture de l'alliance. Selon la formule consacrée : « *Le FN veut des ralliés, pas des alliés* ». Les quelques partis (SIEL, DLF, CNI) qui ont un jour franchit le pas de s'allier au RN, n'en gardent d'ailleurs pas un souvenir exquis

En outre, l'évocation d'une union des droites provoque des réprobations systématiques chez Marine Le Pen. La patronne du RN a rappelé à de multiples reprises qu'elle ne croit plus au clivage gauche-droite, mais aux clivages des nationaux contre mondialistes. Ce dernier recoupant assez bien le clivage perdants-fermés Vs gagnants-ouverts analysé par Jérôme Fourquet. Marine Le Pen l'a encore rappelé très clairement le 15/05/2019 dans Télé Matin « *Ce clivage [nationaux vs mondialistes] traverse à la fois LFI et LR [et explique les] raisons du ralliement de certains cadres des Républicains et de LFI chez nous* ». L'annonce le mardi 14/05/2019 du soutien du conseiller régional Insoumis d'Auvergne-Rhône Alpes Andréa Kotarac, à la liste RN aux européennes, un républicain laïc très porté sur le social, le souverainisme, et critique envers les dérives islamo-gauchiste de son ex parti Insoumis, cadre bien avec le schéma d'un nouveau clivage gagnants-ouverts/perdants-fermés. On avait déjà pu observer le même type de parcours avec Davy Rodriguez, un transfuge du Front de gauche passé au Front National en 2015, chaud partisan d'une ligne social-souverainiste, rapidement devenu N°2 du FNJ<sup>46</sup>. Selon un Sondage Odoxa<sup>47</sup>, à une semaine des élections européennes, près de 58% des électeurs de LFI pensent désormais que le RN est un « *parti comme les autres* » (alors qu'ils n'étaient que 18% aux élections régionales de 2015). 36% en auraient même une opinion positive<sup>48</sup>. Cette perméabilité, réelle ou supposée entre l'électorat Insoumis et l'électorat frontiste pousse régulièrement la patronne du RN à lorgner plus régulièrement à sa gauche qu'à sa droite. On se rappelle notamment des appels du pied récurrent de Marine Le Pen aux électeurs Insoumis durant l'entre deux tours de 2017, au détriment de l'électorat filloniste qui constituait pourtant, on l'a vu au

---

<sup>44</sup> Sous l'influence d'Hervé Juvin, le RN met l'accent sur l'écologie. Le 15 avril 2018 ils publient le *Manifeste* européen de RN en vue des élections de mai, qui donne le ton en matière d'écologie : « *Priorité au local avant le global* », un texte qui appelle à l'émergence d'une « *civilisation écologique européenne* » à rebours de l'« *idéologie du nomadisme* ».

<sup>45</sup> *Le nouveau clivage*, Jérôme FOURQUET, Les éditions du Cerf, 2018.

<sup>46</sup> Il est intéressant de noter que Davy Rodriguez, d'origine espagnole, et Andréa Kotarac, d'origine serbe, à l'instar de Djordje Kuzmanovic, viennent de pays où longtemps, la droite radicale au pouvoir était également très sociale.

<sup>47</sup> Sondage Odoxa pour Franceinfo et Le Figaro, mai 2019.

<sup>48</sup> L'effet « *vote utile* » anti Macron permet-il d'expliquer cette tendance inédite chez certains électeurs mélenchonistes ?



2<sup>nd</sup> tour, sa plus grosse marge de progression électorale<sup>49</sup>. Le 17/01/2019, Marine Le Pen récusait dans une déclaration cinglante toute idée de proximité entre la candidature conservatrice de Bellamy et la candidature de Jordan Bardella : "*François-Xavier Bellamy de Versailles face à Jordan Bardella de Seine-Saint-Denis, c'est parfait. On est chacun dans notre créneau, sa candidature montrerait une forme d'enfermement et l'abandon des Républicains des classes populaires de droite*"<sup>50</sup>. Le 29/01/2019, Julien Odoul, membre du bureau national du RN, qui a fait plusieurs couvertures de magazines gays, en rajoute une couche contre François-Xavier Bellamy sur Twitter : « *Le RN n'a rien à voir avec ce conservatisme dépassé et en décalage avec la société. Nous sommes incompatibles* ».

#### 4) **Les « Ex » de la France – Le projet avorté des Amoureux de la France :**

Nicolas Dupont-Aignan, patron de DLF, qui avait soutenu Marine Le Pen au 2<sup>nd</sup> tour des présidentielles de 2017, avait lancé le 25/10/2017 avec plusieurs autres personnalités marquées à droite, comme Jean-Frédéric Poisson, Emmanuelle Ménard, Véronique Besse (maire des Herbiers), ou Julien Rochedy, la plateforme des Amoureux de la France. Au terme d'un accord passé entre Jean-Frédéric Poisson et NDA, les Amoureux de la France devaient monter une liste pour les européennes avec pour objectif coaliser les droites (contre Emmanuel Macron. Le financier Charles Gave et plusieurs eurodéputé FN sortants (et en rupture de ban) Bernard Monot, Sylvie Goddyn et Joëlle Bergeron, avaient rejoint l'aventure, l'équipe de campagne étaient en ordre de bataille et certains sondages donnaient cette liste jusqu'à 8% des intentions de vote. Bref tout allait bien dans le meilleur des mondes de l'union des droites, jusqu'à ce que l'on apprenne le 28/03/2019 que Nicolas Dupont-Aignan avait exclu Jean-Frédéric Poisson et le PCD, ainsi que les ex eurodéputés FN, de la liste, pour privilégier des candidats issus de son propre parti. La liste de NDA a enregistré récemment une autre défection, celle de l'ancien député LR et maire de Brienne-le-Château, Nicolas Dhucq, qui a préféré, lui aussi, apporter son soutien au candidat du RN. Les raisons de ce divorce ? NDA prétendait que Jean-Frédéric Poisson avait tenté de la lui faire à l'envers, en constituant une autre liste avec Emmanuelle Gave, la fille, Charles Gave, le père, qui finançait la campagne des Amoureux de la France, avant que sa fille ne s'en fasse exclure en février 2019 pour une obscure affaire de tweets et de caricatures que d'aucuns auraient pu juger antisémites. Jean-Frédéric Poisson, de son côté, dément toute tentative de doubler son ex allié, et prétend que NDA n'a pas tenu sa parole parce qu'en vérité, il ne supporte ni la ligne catholique-conservatrice portée par le PCD, ni l'idée que quelqu'un puisse un jour lui faire de l'ombre, et qu'enfin il préférerait secrètement garder toutes les places éligibles pour ses affidés. En définitive, ce laboratoire de l'union des droites, le seul qui pour l'instant s'est confronté à une expérience électorale, a capoté lamentablement, et se retrouve aujourd'hui à 3% des intentions de vote, à égalité avec les Patriotes. C'est un échec symbolique.

Ainsi, au niveau des chefs et des principaux porte-voix de partis, le cordon sanitaire séparant les deux droites s'effiloche à peine. Quoi qu'il en soit, le scrutin du 26/05/2019 n'était guère propice à ce genre d'alliance. Il s'agit d'un scrutin national, où les questions d'étiquettes politiciennes pèsent de tout leur poids. Au Parlement européens, les partenaires de LR réunis au sein du PPE verraient d'un mauvais œil une fusion des droites en France. De même, le RN qui a durement travaillé pour constituer le groupe Europe des nations et des libertés (ENL) ne compte pas abandonner ses alliés.

---

<sup>49</sup> Seuls 7% des Insoumis se sont reportés sur Marine Le Pen au 2<sup>nd</sup> tour.

<sup>50</sup> « ...des classes populaire de droite », de la droite qui n'existe pas donc ?

## **B) Au niveau des sympathisants et des électeurs, des décalages socioculturels :**

### **1) Gagnants et perdants de la globalisation, le poids de la variable économique :**

En 2013, le géographe Christophe Guilluy avait fait pertinemment remarquer si la France catholique et bourgeoise s'était mobilisée en masse contre le mariage pour tous, celle des catégories populaires était restée largement en retrait du débat. « *En grossissant le trait, on peut dire que le débat sur le mariage homosexuel a opposé les deux bourgeoisies des métropoles : bobo-sociétales contre traditionnelles-catholiques* »<sup>51</sup>. En bon matérialiste, Christophe Guilluy observe donc que les groupes qui s'opposaient lors de ce débat sociétal étaient en fait tous deux à classer chez les vainqueurs de la mondialisation. En effet, les agitateurs de drapeaux roses et bleu avaient beau porter des idées antimodernes, ils n'en vivaient pas moins, pour la plupart, dans grandes villes, ou provenait des territoires dynamiques, notamment de l'Ouest (Maine-et-Loire, Loire Atlantique, Vendée, etc.), et n'avaient en général pas de souci de fin de mois. Qu'est-ce que cette France bien intégrée socialement pourrait donc bien avoir à se coaliser avec les « sans dents » de la France périphérique ? Ces derniers sont certes des opposants au progressisme cher à Macron, pour autant, on ne peut pas vraiment dire qu'ils soient de Gilets jaunes inconditionnels.

La sociologie des partis politiques est implacable : Le vote LR de 2017 capte une partie des gagnants ou les protégés, dans le cas des retraités aisés, de la globalisation. François Fillon se place en tête chez les plus de 70 ans (36% chez les retraités), en 2<sup>ème</sup> position chez les cadres (20%) et chez les plus diplômés (24%). Il s'agit d'une France âgée, socialement favorisée et relativement urbaine. Le vote RN en 2017 rassemble quant à lui principalement les perdants. Marine Le Pen a obtenu 30% chez les moins diplômés, 37% du vote ouvrier, et convaincu le tiers des employés (32%). Elle a enregistré le meilleur score auprès de ceux qui ont l'impression d'exercer une profession en déclin (30%), chez ceux qui pensent que la jeune génération vivra moins bien qu'eux (25%). L'écart salarial entre l'électeur type du RN et l'électeur type des Républicains est considérable : 30% des électeurs dont le revenu est supérieur à 3 000 € ont voté François Fillon, tandis que 32% des électeurs dont le revenu du foyer est inférieur à 1 250 € par mois ont voté Marine Le Pen<sup>52</sup>.

Dans un contexte de mondialisation, l'axe de valeurs économique-culturel de l'électorat des Républicains, pour ce qui est de son noyau dur de droite, étant ouvert-fermé, on peut dire que cette sociologie partisane est principalement composée de gagnants économiques et perdants culturels. L'électorat frontiste, quant à lui, dont l'axe de valeurs économique-culturel est fermé-fermé, est le parent pauvre de la mondialisation libérale et de la société ouverte, car il perd sur tous les tableaux. Ces écarts socio-économiques étant ce qu'ils sont, quel mot d'ordre pour coaliser un électorat de semi-gagnants et un électorat de perdants-perdants de la mondialisation ? Ils partagent certes un même sentiment d'insécurité culturelle face aux transformations brutales de leurs pays, mais pour l'électorat conservateur aisé, il n'est pas garanti que la variable culturelle soit plus structurante que la variable économique.

---

<sup>51</sup> *La France périphérique*, Christophe GUILLUY, Flammarion, 2014.

<sup>52</sup> <https://www.publicsenat.fr/article/politique/presidentielle-la-sociologie-du-vote-59189>

Si la question identitaire ne semble guère poser de problème, un projet d'union des droites pourrait donc vite achopper sur des enjeux économiques. L'option « *welfar chauvin* »<sup>53</sup> du RN, qui était incarnée par Florian Philippot et qui est toujours porté aujourd'hui, malgré quelques infléchissements rhétoriques, par Marine Le Pen, n'est guère encline à séduire des électeurs de droite plus attachés aux libertés économiques. Marine tente à présent, pour élargir son socle, de labourer chez les classes moyennes et classes moyennes inférieures, qu'elle a désormais pris l'habitude de nommer le « *peuple central* » ; mais elle ne semble toujours pas foncièrement intéressée par l'opportunité d'une capitalisation électorale sur la bourgeoisie de droite. De son côté, l'aile droite des Républicains devrait alors se rétracter sur son positionnement globalement pro-européen. En effet, la question européenne implique des choix économiques. Jérôme Fourquet<sup>54</sup> rappelle que lors des 2 référendums sur le traité de Maastricht (1992) et sur la Constitution européenne (2005), le corps électoral se scinda entre souverainistes et pro européens, et les deux camps présentaient à chaque fois des profils socioculturels marqués avec un bloc souverainiste composé principalement d'ouvriers, d'employés, de classes moyennes et de peu diplômés (très représentatifs de l'électorat RN) tandis que les CSP + et les plus diplômés se retrouvaient dans le camp opposé (plus représentatif de l'électorat LR). Même si une frange souverainiste minoritaire de cette droite, conduite par Pasqua et Séguin, s'était battue pour le NON à Maastricht, cela n'a jamais suffi à imprimer une ligne vraiment eurosceptique chez cet électorat qui demeure, du fait de sa culture politique souvent démocrate-chrétienne, attaché à la construction européenne. Il convient de préciser que le RN de son côté, tirant les conséquences de l'échec de la ligne souverainiste qui fut la sienne en 2017, a déjà infléchi sa ligne sur l'UE, privilégiant aujourd'hui au scénario du Frexit la piste d'une refonte de l'UE par l'intérieur<sup>55</sup>.

En bref, si projet d'union il y a, l'équation économique ne sera pas simple résoudre. Et c'est sans compter sur la disparité des codes culturels et de certaines valeurs éthiques et/ou religieuses qui creuse le fossé entre ces électorats.

## 2) France de La Manif pour Tous contre France de Johnny, le fossé culturel :

Gabriel Robin, rédacteur en chef Internet de *L'Incorrect*, et Benjamin Demeslay, sont les auteurs d'un *Le Non du peuple !*<sup>56</sup>, dont la sortie est prévue le 23 mai 2019. Dans cet ouvrage, les deux essayistes battent en brèche l'idée d'alliance des classes populaires et conservatrices, qu'ils qualifient de « *nouveaux poncifs de la droite conservatrice* ». Ils accusent cette frange de la droite de fantasmer la réalité du peuple français. Selon eux, l'idée d'une France périphérique parée de toutes les vertus, comme le patriotisme, l'authenticité, la « *décence ordinaire* » (Orwell), relève du fantasme pur et simple. La « *France de Johnny* » dont parle Patrick Buisson, s'apparenterait dans l'imaginaire de la bourgeoisie conservatrice et des intellectuels de la droite hors-les-murs, à ce qu'était le tiers-monde pour la gauche post-soixante-huitarde, à savoir cet « *Autre* » ultime, victime par essence d'un système dirigé par des élites corrompues. Pour Gabriel Robin au contraire, toutes les enquêtes opinions confirment la montée des valeurs consuméristes et individualistes chez les couches

<sup>53</sup> Etat providence réservé aux nationaux, terme forgé par Bruno Cautrès, chercheur au CNRS,

<https://www.atlantico.fr/decryptage/3506206/union-des-droites--les-militants-et-les-electeurs-la-souhaitent-ils-autant-que-le-suggere-la-petite-musique-qui-monte--bruno-cautres>

<sup>54</sup> *Les nouveaux clivages*, Jérôme FOURQUET, Les éditions du Cerf, 2018.

<sup>55</sup> Réforme de la BCE plutôt qu'abandon de l'€, en lui assignant la lutte contre le chômage, création d'un serpent fiscal dont le but serait de limiter la concurrence entre pays en fixant des limites hausses et basses en matière d'impôt, protection douanières aux frontières de l'Europe et plus de la France.

<sup>56</sup> Gabriel ROBIN et Benjamin DEMESLAY, *Non du peuple*, Editions du Cerf, 2019.

populaires. Il est en effet probable, pour caricaturer un peu, qu'entre un déjeuner chez *Macdo* et un épisode des *Ch'tis à Mykonos*, cette France-là n'est pas forcément du style à rêver d'une nouvelle Chouannerie.

Les sondages montrent en effet que si les Français des classes populaires sont identitairement à droite, ils se révèlent néanmoins socialement à gauche. La « *France de Johnny* » ou celle des Gilets jaunes ne verse guère dans le conservatisme des mœurs. Elle a fait, jadis, bon accueil à l'hédonisme de Mai 68, en même temps qu'elle se départissait des codes, parfois étouffants, de la religion catholique, dans laquelle elle ne voyait plus qu'une suite d'interdits moraux, et la promesse d'une vie austère, en contradiction avec l'aire du temps, comme l'analyse brillamment le sociologue Jean-Pierre Le Goff<sup>57</sup>. Elle a d'ailleurs, en général, fait peu d'enfants, auprès desquels elle n'a guère transmis de patrimoine culturel, laissant ce soin à l'Éducation nationale et à la télévision.

Jérôme Fourquet, dans *L'archipel français*<sup>58</sup>, analyse la dislocation de la matrice culturelle commune du peuple Français, et revient sur l'affranchissement idéologique des catégories populaires vis-à-vis des CSP+, mettant en lumière l'existence de codes culturels qui leurs sont propres. Ces codes n'ayant que peu à voir avec ceux, plus classiques, de la bourgeoisie conservatrice. Dans le choix des prénoms tout d'abord. A partir des années 1990, la tendance est à l'américanisation des prénoms chez les catégories populaires, notamment dans les territoires les plus déchristianisés. En 1993, plus de 12% des nouveau-nés Français se voyaient attribuer des prénoms à consonance anglo-américaine tels Kevin<sup>59</sup>, Dylan<sup>60</sup> ou Cyndi<sup>61</sup>. Cette tendance a fini par refluer, pour tomber aujourd'hui à 8%. On voit l'influence des séries et du cinéma américain sur ces familles de milieux populaires, en situation de déshérence culturelle plus ou moins marquée. On constate une forte prévalence de ce type de prénoms dans tout le quart nord-est du pays. Le taux d'attribution de ces prénoms est le plus élevé dans le Pas-de-Calais, les Ardennes, l'Aisne, la Haute-Marne. Inversement, dans Paris, les Hauts-de-Seine, les Yvelines et la France de l'Ouest moins ouvrière, les prénoms sont demeurés plus classiques. Jérôme Fourquet fait remarquer que la « *carte des Kevin et de Dylan* » n'est pas sans rappeler une autre carte : « *celle du vote FN* ». Il n'est d'ailleurs pas illogique que de nombreux cadres frontistes portent des prénoms représentatifs de leur électorat populaire, comme par exemple Steeve Briois, Jordan Berdella, Davy Rodriguez ou Kevin Pfeffer. Jérôme Fourquet fait également la comparaison avec la pratique du tatouage, du tuning, de la consommation de tabac ou de la chasse<sup>62</sup>. On est ici très éloignés de l'univers des Arnaud, Marguerite, Foucauld, Wandrille et Bertille, dont la carte correspond, pour sa part, davantage à celle du vote Fillon, et sans doute, on le verra peut-être, à celle du vote Bellamy. Ils ne fréquentent pas les mêmes lieux de vacances, pas les mêmes soirées, ne font guère leurs études ensemble et ne travaillent pas tellement au sein des mêmes entreprises que les Kevin et les Dylan.

Ensuite dans les valeurs familiales et sociétales. Comme chez toutes les autres catégories sociales, chez les Français des catégories populaires, les naissances hors-mariage sont devenues la norme : avec le seul symbolique de 50% dépassé en 2007, et 60% en 2019. L'IVG est entrée dans les mœurs : 75% des Français y sont favorables, tout milieu confondu, à l'exception d'une certaine bourgeoisie

---

<sup>57</sup> Jean Pierre LE GOFF, *La France d'hier. Récit d'un monde adolescent, des années 1950 à Mai 68*, éditions Stock, 2018.

<sup>58</sup> *L'archipel français*, Jérôme FOURQUET, Editions du Seuil, 2019.

<sup>59</sup> Prénom masculin le plus donné en France pendant 7 années consécutives de 1989 à 1996. Cela coïncide avec le succès de *Dance with the Wolves* avec Kevin Costner, et de *Maman j'ai raté l'avion*.

<sup>60</sup> Sixième prénom le plus donné en France pour l'année 1996. Cela coïncide avec la diffusion en France de la série *Beverly Hills*

<sup>61</sup> En référence à la chanteuse Cyndi Lauper et au mannequin Cindy Crawford.

<sup>62</sup> Marine Le Pen a fait 30% chez les chasseurs au 1<sup>er</sup> tour.

catholique observante<sup>63</sup>, ce qui traduit la perte d'influence de l'Église et de la vieille anthropologie catholique sur la société française. Sur la question du rapport à l'homosexualité enfin, on a pu entendre dire, lors des débats sur la loi Taubira de 2013, que les milieux populaires auraient été plus attachés au modèle familial traditionnel et donc moins favorables au mariage gay. Jérôme Fourquet révèle qu'au contraire en 2012, 71% des employés et 70% des ouvriers y étaient favorables, soit des chiffres largement supérieurs à ceux de la moyenne nationale (60%). Les Français issus de la classe ouvrière blanche et des classes moyennes inférieures sont donc de plus en plus imprégnés de la modernité libérale et des valeurs individualistes.

Comme l'a fait remarquer Eric Zemmour à François-Xavier Bellamy dans l'émission *Zemmour & Naulleau* du 13 février 2019, si la droite bourgeoise veut convaincre l'électorat populaire qui vote RN, la ligne Bellamy, ou plutôt ce que Bellamy symbolise, n'est pas la stratégie adaptée, car cet électorat, assène le polémiste, « *la PMA et l'avortement, il n'en n'a rien à taper !* ». Le politologue Jean-Yves Camus reconnaît également que si les électeurs conservateurs et populaires convergent sur l'immigration « *sur la question des valeurs traditionnelles, c'est plus compliqué car la question de l'appartenance sociologique et de l'âge rentre en compte. Elles me paraissent mieux représentée par François-Xavier Bellamy que par le RN, dont le créneau est surtout de capter le sentiment diffus du malaise identitaire, du « on ne se sent plus chez nous comme avant* ».

Il est par ailleurs possible, ajoutent Gabriel Robin et Benjamin Demeslay, que les intellectuels de la droite-hors-les-murs, qui pensent être en train de gagner la bataille des idées en s'appuyant sur les succès de librairie d'Eric Zemmour et de Patrick Buisson, « *confondent un mouvement interne à la droite avec une évolution de la société globale, qui n'est pas beaucoup plus à droite ou plus conservatrice qu'avant. [...] Pour l'heure, les journalistes et les intellectuels dits de droite ont avant tout dit que le réel avait eu lieu, ce qui est déjà beaucoup, mais le succès de leurs ouvrages tient à ce qu'ils disent ce que pense monsieur tout le monde au comptoir d'un café ou à un dîner de famille* »<sup>64</sup>, ce qui n'est pas pour autant significatif d'un substrat idéologique correctement formalisé, et apte à porter des fruits dans la vie politique. La guerre pour l'hégémonie culturelle est entamée, mais pas encore gagnée, loin s'en faut.

---

## Conclusion

La petite musique de l'union des droites revient fréquemment dans le débat intellectuel et politique. Face à la puissance du macronisme, plusieurs des représentants des formations de droite (LR, DLF, RN) prennent conscience d'une arithmétique électorale très basique, selon laquelle il leur est désormais impossible de gagner sans alliance. Si l'équation apparaît possible, avec la question identitaire comme variable structurante, poussée par certains cadres et souhaitée par un nombre de plus en plus conséquents de militants et de sympathisants de deux bords, elle peut en revanche facilement achopper sur les égoïsmes partisans et sur les certaines questions économiques. Sans oublier qu'une alliance se révèle impossible tant qu'un leader crédible et hors partis, sur le modèle de Macron qui a réussi la coalition du centre gauche et du centre droit, n'aura pas été capable de se présenter en figure rassembleuse pour fédérer les électeurs des deux bords.

---

<sup>63</sup> En revanche, la pratique de l'IVG suscite encore des réserves chez les catholiques observants, et de fait, le recours à l'IVG est moins systématique dans les régions historiquement les plus catholiques<sup>63</sup> (catholicisme zombi).

<sup>64</sup> <https://www.causeur.fr/droite-buisson-peuple-immigration-robin-155135>

**Ambroise Savatier**  
Directeur de cabinet  
Enseignant en analyse électorale à l'ISSEP